el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

– prolétaires de tous les pays – unissez vous ! –

1 FF • 1 DA NUMERO SPECIAL - MAI 1980

A bas la répression bourgeoise en Algérie !

La signification politique des événements en Kabylie

(lire page 4)

Les communistes et la question culturelle

(lire page 6)

Chronologie des événements

10 mars : Les autorités interdisent une conférence que le professeur Mouloud Mammeri devait tenir sur le thème de "La poésie berbère ancienne" au centre universitaire de Tizi-Ouzou. Le chef du cabinet du Wali avait déclaré que cette conférence "*risque de déclencher des troubles de l'ordre public*".

11 mars : Les étudiants tiennent une assemblée générale le matin à la cité HASNAOUA. Il est décidé une manifestation pour le jour même. Un millier d'étudiants descendent dans la rue pour exprimer leur colère devant cette mesure répressive.

12-13 mars : Deux manifestations consécutives se déroulent à LARBAA-NAIT-IRATHEN ; les manifestants occupent le commissariat de police, la gendarmerie, le siège du FLN, ainsi que la caserne locale. Des discussions intéressantes ont lieu entre la foule et les jeunes appelés qui ont exprimé à cette occasion leur sympathie avec le mouvement.

16 mars : Les événements ont évidemment des répercussions dans la capitale. Environ 200 personnes manifestent rue Larbi BENMHIDI avant d'être dispersées par la police devant la Grande poste.

18 mars : C'est au tour des habitants d'AZAZGA de manifester en solidarité avec les étudiants de TIZI-OUZOU. Les mots d'ordre scandés renvoient certes au problème de la discrimination culturelle et linguistique, mais aussi à la condition sociale des masses laborieuses :
"Halte à la répression culturelle !"
"Nous en avons assez de l'injustice !"
A AIN EL-HAMMAM, 700 personnes environ font une marche en direction de LARBAA-NAIT-IRATHEN. Il y a des jeunes, des femmes, des vieillards qui crient : "*Libérez les détenus !*". La ville leur est fermée. Ils repartent donc pour occuper AIN-EL-HAMMAM, arrêter toute activité, briser les vitres de la gendarmerie qu'ils ont investie.

7 avril : L'agitation gagne la Petite Kabylie (AKBOU, SIDI-AICH,...). Auparavant, le mouvement a touché DELLYS, BORDJ-MENAIEL et DRAA-EL-MIZAN où 70 personnes ont été arrêtées. Le même jour, l'agitation reprend à ALGER. Plus de 400 personnes descendent une fois de plus manifester leur solidarité avec les victimes de la répression en Kabylie. L'intervention brutale de la police fait de nombreux blessés (dont 5 dans le coma) et, place du 1er Mai, il y aurait eu un mort, sans compter une centaine d'arrestations. Les mots d'ordre qui revenaient le plus souvent étaient :
"Liberté d'expression !"
"A bas la répression !"
"Policiers assassins !" (en français)
"A bas la bourgeoisie !"
"Le vrai socialisme !"
"Peuple, assez de sommeil, tes enfants ont rempli les prisons !" (en arabe)
"Plutôt se briser que se plier !" (en kabyle)

16 avril : C"est la grève générale en Kabylie: ouvriers, paysans, étudiants, lycéens et petits commerçants. Un "Comité Populaire de Coordination" est mis sur pied.

20 avril : Les forces de l'ordre investissent à l'aube la cité HASNAOUA. Les étudiants sont férocement battus dans leur lit. Une véritable chasse à l'homme est organisée par les CNS contre ceux qui ont réussi à fuir par les fenêtres. A cet effet, les CNS lâchent même leurs chiens. Ensuite, les CNS vont attaquer les travailleurs en grève de l'hôpital de TIZI occupé en signe de manifestation contre la répression. Des médecins et des infirmiers sont arrêtés, certains ont disparu jusqu'à ce jour. Le bilan de l'intervention : environ 450 blessés, une trentaine de morts, malgré les démentis de la presse aux ordres. Durant 4 jours, TIZI-OUZOU demeure une ville morte en signe de riposte contre l'intervention sauvage des CNS.

21 avril : Des manifestations ont lieu dans toute la ville aux cris de : "*A bas la répression !*" et "*Libérez les détenus !*". 200 habitants environ de BENI DOUALA descendent en ville pour rejoindre les manifestants. La villa du ministre de l'enseignement primaire et secondaire et ex-wali de TIZI est saccagée, sa voiture brûlée. Mais les arrestations continuent. L'armée a pris position à tous les points stratégiques de la ville avec des blindés. Des parachutistes ont également été acheminés en Kabylie, accompagnés de sections composées de tireurs d'élite.

(suite p7)

BULLETIN D'ABONNEMENT

(A retourner aux EDITIONS PROGRAMME
20, rue JEAN BOUTON 75012 PARIS.)

NOM . . . . . .
PRENOM . . . . . .
ADRESSE . . . . . .
. . . . . .

Abonnement 1 an: pli fermé. . . . 30 FF
pli ouvert. . . .18 FF

Règlement par chèque bancaire à l'ordrede SARO
par CCP à l'ordre du "PROLETAIRE"
ou l'équivalent de 12 DA sous forme
de coupons-réponse internationaux.

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

SUPPLEMENT AU PROLETAIRE N° 314

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ;le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

A bas la répression bourgeoise en Algérie !

Intervention brutale des forces de l'ordre contre des manifestants sans armes ayant fait une trentaine de morts selon les nouvelles qui nous parviennent de Tizi-Ouzou, ainsi que de nombreux blessés, dont certains très graves, en Kabylie et à Alger.

Des centaines d'arrestations à Tizi, Azazga, Draâ-El-Mizan, Batna, Oran, Sidi-Bel-Abbès, Alger ; plusieurs personnes ont déjà été condamnées par la justice bourgeoise à Oued-Amizour à des peines allant jusqu'à 5 ans de prison.

24 personnes vont comparaître prochainement devant la fameuse Cour de sûreté de l'Etat qui siège à Médéa sous le fallacieux prétexte d'activité en collaboration avec des organisations internationales, dont les autorités algériennes ne peuvent même pas citer les noms.

Annulation des sursis militaires pour des dizaines d'étudiants à Alger et Tizi qui vont ainsi être envoyés dans des camps disciplinaires sous prétexte de "service national".

Plusieurs témoignages attestent que les détenus sont sauvagement maltraités et même torturés à l'électricité, notamment au commissariat Cavaignac à Alger.

Ce sont là quelques faits qui viennent s'ajouter à des années et des années de répression systématique contre tout ce qui bouge en Algérie.

Depuis l'écrasement militaire des révoltes qui ont secoué la Kabylie, le Sud et l'Oranais, en 1963-64, jusqu'à l'intervention féroce de la police et du Darak-El-Watani pour venir à bout des émeutes populaires d'Aïn Beida en 1976.

Sans parler de l'interdiction des droits élémentaires de grève, d'expression, de réunion et d'organisation pour les travailleurs aussi bien dans les villes que dans les campagnes comme pour les étudiants et les lycéens.

Sans compter les pratiques devenues en Algérie monnaie courante et qui vont du flicage quotidien qui tisse sa toile d'araignée partout où cela risque de bouger jusqu'à l'intimidation physique et l'élimination de "ceux qui en savent trop".

Sans oublier la corruption, le chantage et la délation érigés en système, ainsi que les calomnies déversées quotidiennement par la presse aux ordres sur tous ceux qui refusent la lâcheté, dépassent la peur, rompent le silence et se mettent à relever d'une manière ou d'une autre le défi de la bourgeoisie.

Une bourgeoisie qui rivalise en cynique opulence et en vile hypocrisie avec ses aînées d'occident et dont le mépris vis-à-vis des masses populaires n'a d'égal que sa servilité toujours croissante à l'égard de l'impérialisme.

L'intervention sauvage des forces de répression qui ont eu tout le temps nécessaire pour se former et se consolider depuis l'indépendance a dévoilé, s'il en était encore besoin, la *nature de classe bourgeoise* de l'Etat en Algérie.

Qu'on ne s'y trompe pas en effet. Il n'a jamais existé et il n'existera jamais un Etat qui soit au-dessus des classes ou encore au service de "tout le peuple" comme se plaisent à le répéter les misérables perroquets à la botte de la bourgeoisie que sont ces idéologues de service qui passent leur temps à rabâcher des mensonges éculés à longueur de colonnes dans la "voix de son maître", *El-Moudjahid*.

L'aggravation des tensions sociales consécutive à la faillite du programme de développement économique de la bourgeoisie et aux contre coups de la crise internationale du capitalisme pousse et ne pourra que pousser encore davantage les masses laborieuses à réagir. Pour se défendre contre les empiètements des bourgeois, ces sangsues qui s'engraissent sur le dos des travailleurs.

De son côté, l'Etat bourgeois n'a pas d'autre choix, quoi qu'en disent certains démagogues qui aimeraient bien que les autorités agitent plus la carotte que le bâton, que de répondre par la violence organisée et centralisée de ses appareils répressifs. *Qu'on en tire la leçon !*

Ce ne sont ni les pleurnicheries démocratiques, ni les actions qui respectent la "légalité constitutionnelle" qui pourront faire reculer l'Etat bourgeois armé jusqu'aux dents. D'ailleurs, les personnes qui ont cru s'en sortir en brandissant le drapeau de la "charte nationale" n'ont pas été épargnées par la répression.

La véritable solidarité avec toutes les victimes de la répression bourgeoise consiste à préparer dès aujourd'hui la *riposte ouvrière* la plus large possible sur le terrain de la pression collective qui fasse jouer en faveur des opprimés l'importance du nombre, de la concentration, de la détermination des ouvriers et de la place décisive qu'ils occupent dans l'appareil productif.

Oui!! Il est possible d'opposer à la force de la bourgeoisie la *force des travailleurs !* A la centralisation bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, l'*organisation indépendante du prolétariat !* Seul ce dernier pourra, en effet, entraîner derrière lui la grande masse des paysans pauvres et des sans-travail qui nourrissent une haine immense contre les affameurs et constituent un potentiel de révolte inflammable. C'est à cette condition que les énergies des jeunes, étudiants et lycéens qui ont fait preuve d'une combativité et d'une générosité formidables pourront être utilement intégrées dans le mouvement de masse et ainsi éviter de se disperser et de se volatiliser dans des actions spectaculaires, courageuses certes, mais sans lendemain.

MOBILISONS-NOUS, RIPOSTONS EN MASSE POUR EXIGER :

- LIBERATION IMMEDIATE DE TOUTES LES PERSONNES ARRETEES ! LEVEE DE TOUTES LES INCULPATIONS !
- CESSATION DES POURSUITES JUDICAIRES ET DE TOUTES LES TRACASSERIES POLICIERES, FILATURES, INTIMIDATIONS, ETC. !
- LEVEE DE LA MESURE ANNULANT LES SURSIS MILITAIRES POUR TOUS LES ETUDIANTS ET JEUNES CONCERNES !
- A BAS LA REPRESSION BOURGEOISE Y COMPRIS DANS LE DOMAINE CULTUREL, CE QUI SIGNIFIE L'ARRET DE TOUTES LES TRACASSERIES CONTRE CEUX QUI VEULENT PARLER, APPRENDRE ET ENSEIGNER LIBREMENT LE BERBERE !
- LUTTE DE CLASSE RESOLUE POUR ARRACHER A L'ETAT BOURGEOIS LES DROITS DE GREVE, D'EXPRESSION, DE REUNION ET D'ASSOCIATION
- NON AU PIEGE DE L'"UNITE NATIONALE", PAS DE FRATERNITE ENTRE EXPLOITEURS ET EXPLOITES !
- VIVE L'UNITE DES PROLETAIRES ET DES MASSES EXPLOITÉES PAR-DESSUS LES BARRIERES DE LANGUE !

Parti Communiste International

La signification politique des événements en Kabylie

Certes, les manifestations qui se sont déroulées en Kabylie et à Alger renvoient au problème de la discrimination culturelle et linguistique qui frappe les berbérophones dont la langue est parlée par plus de 5 millions d' habitants, si l'on compte aussi les Chaouia et les Touareg. Cela est attesté par les slogans du genre : "Halte à la répression culturelle !"

Mais il serait faux de s'en tenir exclusivement à cela comme voudrait le faire par exemple le "Comité pour la défense des droits culturels en Algérie". Les manifestations de Kabylie expriment également et *surtout* le mécontentement social qui va grandissant depuis ces dernières années en nourrissant la colère populaire et ouvrière que le régime avait l'habitude de canaliser et de dévier vers un fantomatique "danger extérieur" (Sahara, épisode des poseurs de bombes au siège d'*El-Moudjahid*, etc.). La preuve en est que les manifestants criaient encore par exemple : "*Nous en avons assez de l'injustice !*" et les lycéens d'Azazga lançaient courageusement face aux darkis qui les encerclaient : "*Assez de cette vie de misère et de soumission !*"

Et pour cause ! La Kabylie ne fait que montrer l'exemple. Elle annonce tout simplement ce vers quoi devra nécessairement déboucher le mécontentement social qui n'épargne aucun coin aussi reculé soit-il. En effet, la Kabylie est une des régions les plus touchées par les effets désastreux de la colonisation française en Algérie. Le facteur des conditions naturelles très dures dans cette région en bonne partie montagneuse se conjuguant avec l'incapacité de la bourgeoisie algérienne à faire la moindre réforme agraire sérieuse malgré ses déclarations pompeuses et mensongères, il est naturel que l'indépendance n'ait pas pu apporter aux masses grand chose sur le *plan social*.

On assiste depuis à une aggravation flagrante de la tendance à la paupérisation des larges masses paysannes qui se trouvent ainsi éjectées des campagnes. L'exode rural qui en découle est considérable. Ainsi, dans la wilaya de Tizi - Ouzou plus d'un actif potentiel sur trois est en France et un sur quatre au chômage. Rappelons qu'avec la région de Sétif et Constantine, la wilaya de Tizi-Ouzou fournit plus de 60% des émigrés algériens. D'autres sources estiment qu' à eux seuls les Kabyles constituent 65% de la population algérienne émigrée en France. Dans ces conditions, il est clair que la mesure répressive en vertu de laquelle les autorités ont interdit la conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne n'a été que la *goutte d'eau qui a fait déborder le vase*.

L'ENTREE EN SCENE DE LA CLASSE OUVRIERE

Mais c'est le caractère massif de la grève générale du 16 avril qui permet le plus d'apprécier à sa juste mesure la dimension sociale et politique des manifestations que certains ont préféré tendancieusement taxer de "berbéristes". Ce jour-là, en effet, étudiants et lycéens se sont retrouvés côte à côte avec les fellahs mécontents descendus des campagnes et les ouvriers des usines des environs venus manifester leur colère contre l'intervention des forces de l'ordre.

Lorsque ces dernières ont investi le 20 avril à l'aube le centre universitaire de Tizi-Ouzou avec une violence qui rappelle les jours sombres du colonialisme, il n'y avait plus de doute pour personne tant soit peu informée de ce qui se passait. Une politisation certaine a vite gagné le mouvement. Les ouvriers de la Sonelec (un millier environ) ont occupé l'usine en signe de solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise. C'est alors qu'une véritable bataille rangée s'est déclenchée entre eux et les forces de l'ordre qui voulaient les déloger. Les ouvriers ont finalement menacé de faire sauter la centrale électrique si les brigades de répression tentaient d'investir l'usine occupée. Par ailleurs les 4 000 ouvriers de la Sonitex de Draâ-Ben Khadda, en grève à plusieurs reprises cette année (la dernière leur a valu une augmentation de 450 DA), ont tenu à ne pas rester à l'écart du mouvement.

Ce sont là quelques exemples qui montrent que derrière les manifestations soi-disant "berbéristes", on assiste à l'entrée sur la scène sociale de la classe ouvrière qui a déjà prouvé durant les grèves de l'été 1977 son enthousiasme à renouer avec les traditions combatives et les méthodes de lutte de classe spécifiques du mouvement ouvrier international : grèves, piquets, occupations, manifestations de rue, auto - défense ouvrière, etc.

LE BESOIN DE L'ORGANISATION PROLETARIENNE

Il a suffi de ces secousses sociales pour que l'Etat bourgeois montre son vrai visage répressif anti-prolétarien et anti-populaire. Il semble même que les classes dirigeantes soient en train de revenir sur le "principe collégial" qu'elles avaient inauguré à la mort de Boumediène. Elles ont toujours été pour un Etat fort qui ne lésine pas sur les moyens pour le grand bien de la stabilité politique et de la paix sociale. Que les choses aillent dans le sens d'une concentration des pouvoirs entre les mains de Chadli, cela prouve que la bourgeoisie est consciente qu'à l'heure où s'annoncent des affrontements de classe de plus en plus ouverts, la victoire sera du côté de celui qui hésitera le moins, c'est-à-dire de celui qui aura su concentrer tous ses nerfs et unifier ses multiples énergies grâce à un *centre de commandement unique*.

Que la classe ouvrière en tire les leçons qui s'imposent ! Les événements de Kabylie constituent un test formidable. Il est temps que les noyaux prolétariens qui se dégagent sur le terrain de l'affrontement avec l'Etat bourgeois, et qui ont porté sur leurs épaules la difficile responsabilité de préparer une courageuse riposte aux forces de l'ordre armées jusqu'aux dents, se regroupent et se concertent en dehors de l'influence de la bourgeoisie et de ses flics pour arriver à constituer des *réseaux organisatifs stables* par-dessus les barrières de localité, de région ou de langue.

Dans ce travail difficile, il est suicidaire de ne pas tenir compte des conditions de la clandestinité totale imposée au mouvement ouvrier en Algérie. Mais il est tout aussi irresponsable de penser qu'il serait impossible de poser le problème de l'organisation des avant-gardes ouvrières tant qu'on n'aura pas la liberté de mouvement. Au contraire, nous n'arriverons jamais à arracher celle-ci si nous n'opposons pas à l'Etat une mobilisation et des luttes de grande ampleur. Or celles-ci ne peuvent se réaliser si nous sommes incapables d'atteindre au préalable un *minimum d'organisation*.

Dans l'accomplissement de cette dure tâche qui consiste à s'organiser sur la base de la défense des intérêts de classe propres au prolétariat, les communistes révolutionnaires seront à

(suite p5)

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

La brutalité avec laquelle l'Etat bourgeois a répondu aux manifestations qui se sont déroulées en Kabylie et à Alger n'a pas manqué de susciter, comme il fallait s'y attendre, les pleurnicheries démocratiques et pacifistes de la fameuse "opposition" algérienne qui nage dans les eaux troubles de la "démocratie en général", des "droits de l'homme" et autres mensonges bourgeois.

Profitant des conditions politiques terribles auxquelles sont confrontées les masses laborieuses, les courants démocratiques présentent leurs fameuses alternatives qui, pour diversifiées qu'elles soient, se rejoignent dans la revendication d'un régime politique qui serait l'expression de la souveraineté de "tout le peuple", en escamotant le problème de la division de la société en classes antagoniques.

Quoi qu'en disent ces démagogues, la réalité est tout autre. L'Etat est toujours un organisme de domination d'une classe sur les autres. C'est là une vérité historique élémentaire pour tous ceux qui ne veulent pas se boucher les yeux devant les faits qui se déroulent chaque jour et qui expriment d'une manière ou d'une autre la *lutte de classes*.

L'Etat bourgeois est précisément l'organisme de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat et les masses exploitées. Suivant les situations historiques, cette domination peut être ouverte ou cachée sous le masque trompeur de la démocratie comme c'est le cas dans les pays impérialistes occidentaux.

En Algérie, la domination de la bourgeoisie a, certes, pris depuis l'indépendance une forme ouvertement dictatoriale malgré le populisme des régimes de Ben Bella et de Boumediène. Pour le prolétariat et les masses opprimées, cela se traduit par l'interdiction de toute liberté de mouvement et d'organisation, que ce soit sur le terrain syndical, politique ou même tout simplement culturel.

Dans ces conditions, la lutte pour arracher les libertés politiques revêt surtout pour les masses travailleuses une importance considérable. Est-ce à dire que cela doit pousser les travailleurs à "servir de claque" aux démocrates bourgeois qui se gargarisent encore des mots d'ordre de "liberté" et de "démocratie", tout en promettant à l'Etat de ne les réclamer qu'en tenant compte des exigences de la machine bureaucratique et répressive, et donc de les vider de tout contenu ? Non ! La lutte et les sacrifices des masses ne seront pas récupérés et mis à profit par les politiciens bourgeois et petits-bourgeois dans leur marchandage avec le régime !

La modernisation et le blindage de la machine étatique de la bourgeoisie prouvent au mieux qu'il est vain de chercher à la "démocratiser" pour la rendre "plus souple", c'est-à-dire plus trompeuse. Au pire, il est criminel d'entretenir une telle illusion parmi les masses qui n'hésitent pas, elles, à se placer d'instinct sur le seul terrain fécond que connaisse l'histoire, celui de la *force*.

La classe ouvrière et les masses exploitées des villes et des campagnes ne peuvent conquérir les libertés politiques dont elles ont besoin que par la lutte ouverte *contre* l'Etat bourgeois et non pas seulement contre tel ou tel régime en place. Cette lutte ne cessera donc qu'avec la destruction révolutionnaire de cet Etat et non avec sa "réforme" ou sa "démocratisation". Seule la *dictature du prolétariat* assurera aux masses laborieuses, par la force des armes, la pleine liberté de mouvement et d'organisation, tout en privant la bourgeoisie de tous les droits politiques.

Contre le poison du démocratisme, du réformisme et du pacifisme distillé par la propagande de l'"opposition" bourgeoise et petite-bourgeoise pour nous désarmer, il faut revendiquer les armes irremplaçables de notre classe : *organisation indépendante, lutte de classe directe* et *auto-défense* du prolétariat pour parer aux coups de l'adversaire, aujourd'hui. *Violence, dictature et terreur rouges* pour lui briser les reins demain et instaurer, en liaison avec la classe ouvrière de tous les pays, le monde nouveau, la *société sans classes* qui prendra la place de l'actuelle société fondée sur la misère et les mensonges.

(suite de la p4)

la première ligne. Pour contribuer à mettre sur pied des organisations de défense immédiate mais aussi pour propager les principes du socialisme scientifique. Il est urgent aujourd'hui d'oeuvrer avec passion, mais non sans patience, dans le sens de l'implantation et du renforcement du parti de classe révolutionnaire.

En effet, l'organisation de la classe ouvrière sur une base de classe indépendante est indispensable pour parer la répression systématique de l'Etat bourgeois, mais elle reste insuffisante. Pour pouvoir faire face victorieusement à l'ennemi, dont les mailles organisatives se rejoignent en un *centre de décision unique*, il faut que le prolétariat sache lui opposer son centre unique à lui.

Cela, seul le parti communiste peut le réaliser effectivement en donnant ainsi à la classe l'*unité de volonté et d'action* dont elle a besoin pour affronter politiquement et militairement la bourgeoisie. Seul le parti, en effet, pourra féconder les multiples poussées généreuses des masses en lutte, poussées qui sont appelées, avec l'approfondissement de la crise internationale du capitalisme, à s'étendre géographiquement et à prendre une ampleur considérable.

ARTICLES DÉJÀ PARUS DANS "EL-OUMAMI"

- L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire..... n° 1
- Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.....n° 3
- Thèses de LENINE sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne..n° 4
- La question des libertés politiques dans les pays de jeune capitalisme.....n°6 et 7
- "Assemblée Constituante":un mot d'ordre réformiste sur toute la ligne!.....n° 6
- Le besoin de la solidarité prolétarienne avec les victimes de la répression bourgeoise .....n° 3

Pour toute commande, écrivez à l'adresse suivante:

EDITIONS PROGRAMME
20, rue Jean Bouton
75012 PARIS.

Les communistes et la question culturelle

Les événements qui viennent de secouer la Kabylie et qui ont eu certaines répercussions ailleurs (notamment à Alger), nous offrent l'occasion de revenir sur l'attitude des marxistes révolutionnaires vis-à-vis de la "question culturelle".

Comme pour toutes les autres questions, les communistes se placent toujours du point de vue de la lutte de classe. Plus précisément, ils dégagent la position à prendre à l'égard de tel ou tel problème en partant de l'intérêt général du prolétariat dans son ensemble par-delà les barrières de nationalité, de langue, de sexe, de catégorie, etc.

S'il est vrai que la révolte qui a secoué la Kabylie depuis la mi-mars renvoie avant tout aux conditions sociales désastreuses dans lesquelles sont plongées les masses laborieuses, le fait que la colère populaire ait pris au départ la forme d'une contestation à caractère culturel n'était pas le fruit du hasard. Cependant, la répression qui sévit contre le mode d'expression berbère n'est qu'un aspect particulier de la répression qui pèse sur les masses populaires en Algérie.

Depuis l'indépendance, les classes dirigeantes ont opté pour un "unanimisme" culturel et linguistique. L'arabo-islamisme, tel est le fond de la "culture nationale" que la bourgeoisie algérienne agite pour éviter la cassure du "front de classes" forgé sous sa houlette durant la guerre de libération anti-coloniale.

La réalité économique et sociale étant ce qu'elle est, on ne peut à la fois être tant soit peu sensé et prendre au sérieux les déclarations des idéologues de la bourgeoisie. L'intégration toujours croissante au marché capitaliste mondial dominé par l'impérialisme, les liens "historiques" qui unissent la bourgeoisie française et la bourgeoisie algérienne, sont autant de facteurs qui poussent dans le sens de l'éclosion des "affinités" culturelles qui lient désormais indissolublement les milieux impérialistes français et les hautes sphères de "notre" bourgeoisie et une bonne partie de l'intelligentsia petite bourgeoise "nationale".

Par ailleurs, l'inconsistance du marché national, la pauvreté de la vie économique, l'analphabétisme qui reste relativement important parmi les couches populaires, surtout à la campagne, sont autant de facteurs qui entravent l'unification des différents dialectes arabophones, pour ne pas parler de la fusion de ces derniers avec le berbère qui demeure la langue principale de plus de 5 millions d'habitants en Algérie.

NON A TOUTE OPPRESSION CULTURELLE ! POUR L'EGALITE DES LANGUES !

Pendant ce temps, que fait la bourgeoisie qui préfère, elle, envoyer ses enfants étudier en Europe et en Amérique et dont la langue courante au foyer demeure le français ? Elle décide d'"*arabiser*" la population à coups d'*ordonnances* et de *décrets* ! Sous prétexte de défendre la "culture nationale", elle tente de faire comme si le berbère n'existait pas.

Une telle situation ne peut que profiter *objectivement* aux classes dirigeantes. Les discriminations qui résultent de la politique "unanimiste" de la bourgeoisie en matière de "culture nationale" ne pourront à la longue qu'entretenir certains réflexes régionalistes que l'on retrouve malheureusement parmi des couches de travailleurs et qui ne peuvent que paralyser l'éclosion d'un mouvement de classe qui s'oppose à la bourgeoisie comme telle par-dessus les barrières régionales. "*La bourgeoisie de* toutes *les nations*, écrivait Lénine en 1913, *cherche en réalité, sous le mot d'ordre de "culture nationale", à diviser les ouvriers*" (1).

L'attitude des communistes révolutionnaires doit donc être à l'opposé exact de la politique de la bourgeoisie. "*Pas le moindre privilège pour aucune nation ni aucune langue*", s'écriait Lénine ! (2). En effet, l'unification des rangs des prolétaires et des masses opprimées exige la lutte sans merci contre les discriminations de *toute nature*. Dans le cas qui nous concerne, il ne s'agit certes pas d'une oppression à caractère national. Néanmoins, il faut dénoncer fermement toute oppression culturelle, toute discrimination linguistique. L'égalité des droits et des langues, tel est le mot d'ordre que nous avançons pour aider à l'unification des rangs de la classe ouvrière et de tous les exploités. "*Celui là n'est pas marxiste, ni même démocrate, qui ne reconnaît ni ne défend l'égalité des nations et des langues*", écrivait Lénine (3).

D'aucuns pourraient objecter par exemple : la diversité linguistique ne risque-t-elle pas d'être mise à profit par les bourgeois pour diviser les rangs des travailleurs ? Dans la réalité, c'est le contraire qui se passe : obliger une minorité, par la force, à tourner le dos à sa langue maternelle est la meilleure manière pour attiser la méfiance des travailleurs appartenant à cette minorité vis-à-vis de leurs frères de classe qui parlent une autre langue.

Nous ne pouvons pas par conséquent admettre en aucun cas qu'il y ait une unification linguistique par la contrainte de l'Etat. D'ailleurs, "*ce sont les nécessités de la circulation économique qui décideront d'elles-mêmes quelle langue du pays en question la majorité aura* avantage *à connaître*" (4).

Dès lors que nous avons montré pourquoi les ouvriers et tous les opprimés doivent s'opposer à tout projet visant à une unification linguistique qui se ferait sous la contrainte ou, ce qui revient au même, en imposant bureaucratiquement une langue censée représenter le "patrimoine national" sans autre considération historique, il faut maintenant revenir aux courants "berbérisants" ou autres qui se prononcent certes contre la répression culturelle, mais sur la base de la revendication de la sauvegarde de la "*culture nationale*" algérienne.

NON A LA "CULTURE NATIONALE" ! POUR L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

Une vision superficielle pourrait évidemment conclure que la revendication de la "culture nationale" berbère par exemple ne peut entrer en contradiction avec les intérêts généraux des masses exploitées. La preuve, diront certains, c'est que l'Etat bourgeois recourt à la répression directe pour empêcher la libre expression en berbère.

Raisonner ainsi - et nous savons que, malheureusement, beaucoup de jeunes et de travailleurs pensent de cette façon - , serait aller un peu vite. D'abord, la bourgeoisie ne réprime

(suite p 7)

Les communistes et la question culturelle

(suite de la p6)

pas seulement la libre expression ouvrière et populaire en berbère. Celle-ci est interdite *dans tous les cas*, qu'il s'agisse des différents modes d'expression, berbère, arabe dialectal, français, ou non. Regardons autour de nous : Hassan II vient d'inaugurer à Rabat un institut d'études berbères. Et pourtant, cela ne permettra pas pour autant de cacher le caractère profondément réactionnaire du régime marocain.

Certes, il est exact que "chaque *culture nationale comporte des* éléments, *même non développés, d'une culture démocratique* (c'est-à-dire anti-féodale ou anti-impérialiste) *et socialiste, car dans* chaque *nation, il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste*". Cependant, il n'en est pas moins vrai que "*dans* chaque *nation* (cela vaut aussi bien pour les minorités ethniques), *il existe également une culture bourgeoise (et qui est aussi la plupart du temps ultra-réactionnaire et cléricale), pas seulement à l'état d'"éléments", mais sous forme de culture* dominante". Et Lénine de conclure : "*Aussi, d'une façon générale, la "culture nationale"* est *celle des grands propriétaires fonciers, du clergé, de la bourgeoisie*" (5).

Il est clair que ce n'est pas en agitant le drapeau de la "culture nationale" que les ouvriers réussiront à se regrouper sur la base de leurs *intérêts de classe* propres. Il ne s'agit pas, bien sûr, de nier l'importance de l'utilisation de tous les modes d'expression existants pour propager le socialisme parmi la masse des travailleurs, des jeunes et des femmes, surtout à la campagne. Mais cela doit se faire en n'oubliant pas un instant que l'essentiel est de combattre le nationalisme bourgeois et le régionalisme dans *toutes* les langues pour lui opposer l'internationalisme prolétarien.

La "*culture internationale du mouvement ouvrier mondial*" consiste, comme l'expliquait Lénine, en ce que "*nous empruntons à* chaque *culture nationale* uniquement *ses éléments démocratiques* (cela renvoie évidemment à l'élément paysan à potentiel révolutionnaire) *et socialistes, nous les empruntons* uniquement *et* absolument *par opposition à la culture bourgeoise, au nationalisme bourgeois de* chaque *nation*" (6).

(1) *Oeuvres*, t. 19, p. 382.
(2) *Idem*.
(3) *Oeuvres*, t. 20, p. 21.
(4) *Oeuvres*, t. 19, p. 381.
(5) *Oeuvres*, t. 20, pp. 16-17.
(6) *Idem*, p. 17.

Emeutes en Corée du Sud

Le capitalisme est international. Partout les bourgeois exploitent. Partout les travailleurs sont exploités. La crise du capitalisme ne peut être donc qu'internationale. Même si ses effets catastrophiques commencent d'abord à se manifester dans les pays les plus dominés par l'impérialisme.

Mais la lutte des ouvriers contre les capitalistes, les affameurs et leurs flics est aussi internationale. Au moment où nous sommes confrontés en Kabylie et à Alger au déchainement de la répression bourgeoise, n'oublions pas que nos frères de classe dans d'autres pays affrontent eux aussi un ennemi dont la férocité est partout la même.

L'exemple le plus récent nous parvient aujourd'hui de la Corée du Sud comme hier il nous est parvenu d'Iran, d'Amérique Centrale, de Turquie et des ouvriers sidérurgistes britanniques. KWANGJU: 800 000 habitants, capitale du Sud-Ouest, Le Colla, région agricole traditionnelle, pays d'exode rural et d'émigration, riche en traditions de révolte tout comme la Kabylie.

Tout aurait commencé à la mi-mai par des affrontements entre les étudiants et l'armée, qui ont été le motif de la proclamation de la loi martiale. Les exactions des parachutistes et l'arrestation d'un chef de l'opposition auraient été le détonateur de la révolte populaire. Une partie des troupes aurait fraternisé, la police a été désarmée, et les manifestants se sont trouvés maîtres de la ville, armés d'armes automatiques et équipés de jeeps et de véhicules blindés

Tout comme la bourgeoisie algérienne, la bourgeoisie coréenne a évidemment taxé le mouvement de "régionalisme" et justifie la répression sauvage à laquelle elle a eu recours au nom de la sauvegarde de l'"unité nationale". La bourgeoisie algérienne impute hypocritement les manifestations de Kabylie et d'Alger aux "manoeuvres de la réaction et de l'impérialisme". La bourgeoisie coréenne impute les émeutes de KWANGJU aux "ingérences de la Corée du Nord". On voit bien que ce sont les mêmes mensonges qui nous sont servis ici et là! Sous le commandement direct des Américains, l'armée coréenne a rétabli l'ordre. Mais ce n'est que chose momentanée. Le bilan de neuf jours d'affrontements (450 MORTS, 4000 BLESSES) montre que partout l'exigence de l'organisation prolétarienne et révolutionnaire se fait cruellement sentir!

Chronologie des évènements

(suite de la p2)

21 avril (suite) : Les ouvriers de la SONELEC occupent l'usine en signe de solidarité contre l'intervention féroce des CNS. C'est alors qu'une véritable bataille rangée se déclenche entre les ouvriers et les forces de répression qui voulaient les déloger. Finalement, les ouvriers ont menacé de faire sauter la centrale électrique si les CNS tentaient d'investir l'usine occupée.

22 avril : Dans la haute ville, des barricades sont édifiées. Les CNS chargent. Des combats très violents ont lieu à côté de l'hôtel Djurdjura et de la Maison de la culture. Les pay sans descendent une nouvelle fois armés cette fois-ci de barres de fer pour renforcer les défenseurs des barricades.
La foule entreprend de saccager systématiquement l'agence *Algérie-Presse-Service*, la *Société Algérienne d'Assurance*, la *Maison de l'Artisanat*, le siège du *FLN*, l'hôtel de luxe *Belloua*, le cinéma *Le Mondial*, un camion équipé d'un canon à eau, ainsi que les voitures officielles de cadres *FLN*.

23 avril : Les affrontements continuent à DRAA BEN-KHADDA où est situé le bastion ouvrier de la SONITEX.
Il n'a donc pas fallu moins de quatre jours pour que les autorités arrivent à reprendre provisoirement la situation en main. Les produits qui manquaient sur les marchés de TIZI sont devenus, comme par hasard, abondants. Le ministère de l'enseignement s'est déclaré favorable à l'ouverture d'une chaire de berbère à TIZI-OUZOU et à ALGER.

26 avril : Comme on pouvait s'y attendre, les manifestations ont eu un écho favorable dans de larges secteurs de l'émigration algérienne en France. Mais tout comme l'Etat bourgeois algérien, l'impérialisme français a réagi en recourant à ses forces de répression. Avec la complicité de l'ambassade d'Algérie, les autorités françaises ont interdit une manifestation de solidarité contre la répression en Algérie qui devait partir du métro Kléber, à PARIS. Ce jour-

(suite p8)

الأممي
l'internationaliste - el-oumami
لسان الحزب الشيوعي الأممي

"الشعب بركاك من النعاس أولادك عمّرو الحباس!"

ما يكفيش البرجوازية تستغل فينا وتنهب فينا من الاستقلال للليوم . ما يكفيهاش الميزيريا والهم التسلط علينا في البلاد وفي الهجرة . ها هي اليوم تبعث البوليس والدرك يضربو أولادنا وخواتنا ألي خرجو في الشارع باش يقولو: يكفينا من الظلم والتسلط تاع البرجوازية . امرت الحكومة البوليس باش يدخل في السكنة تاع الطلاب في تيزي وزو ويعمل مثل ما كان يعمل الاستعمار . قامو كلاب السلطة (C.N.S.) يضربو في أولادنا ويتعداو حشاكم على بنساتنا : 450 مجروح و 30 قتلى في يوم 20 افريل حسب الاخبار الي تجينا من البلاد . ما نحسبوش الشباب الي عمرو به الحباس . ما يخفاش عليكم ان 24 شخص راح يفوتنوا في محكمة امن الدولة تاع مدينة .

اليوم ما بقاش فيه شك . لازم نفهم ان الحكي تاع الحكام كله كذب وكلام فارغ . النظام الموجود في الجزاير ما هوش الاشتراكية . النظام الي يقهر الجماهير الكادحة ويدوس كرامتها ويدافع على المراقين والمنافقين هو نظام برجوازي لازم علينا نكافح باش نتخلصو منه .

المشكل ما هوش مشكل قبائل فقط . ما لازمش ندخل في الفخ تاع البرجوازية الي تحب تقسمنا . المشكل هو مشكل كل من يعاني من الظلم والقهر . المشكل هو مشكل كل العمال في البلاد وفي الهجرة .

من واجبنا اليوم نجندو انفسنا ونقومو كرجل واحد باش نطلبو يخرجو اولادنا من الحبس ونجيبو حقوقنا كلها .

كلام الحق لازم نقولوه . في الاتحاد قوة . حان الوقت باش نتنظم ونكافح مع بعضنا باش نقضي على وجوه الشر والباطل .

Chronologie des événements

(suite de la p7)

là, la police française a interpellé 400 personnes environ. Les agents de l'Amicale qui étaient infiltrés parmi les manifestants ont eu un traitement de faveur dès qu'ils ont montré leur carte. Quant aux personnes interpellées, elles ont toutes été photographiées et fichées avant d'être relâchées. Voilà qui montre clairement que la bourgeoisie algérienne, qui agite hypocritement la thèse du "complot impérialiste" à usage interne, marche en réalité la main dans la main avec l'impérialisme français.

18 mai : La bourgeoisie pensait qu'après les quatre jours d'émeute de TIZI, les choses reprendraient leur cours habituel. Elle s'est lourdement trompée. La nouvelle de la comparution prochaine de 24 personnes devant la Cour de sûreté de l'Etat a été le détonateur de la reprise du mouvement. Pour la deuxième fois en l'espace d'un mois, c'est la grève générale à TIZI-OUZOU. Les mots d'ordre sont : "*Que sont devenus nos enfants ?*" et "*Libérez les détenus !*"

19 mai : La nouvelle de la grève générale de TIZI s'est vite propagée à ALGER, un meeting rassemblant environ 1 000 personnes se tient à la fac centrale. Dans l'après midi de ce même jour a lieu un défilé vers la place Emir Abdel Kader où se trouve le siège du FLN. Au centre de l'agitation se trouve le sort réservé aux 24 personnes accusées d'activité en collaboration avec des organisations internationales. Les étudiants et les enseignants entament la grève générale pour une semaine au terme de laquelle ils décideront quelle forme doit prendre le mouvement pour continuer.

24 mai : L'université de BAB-EZZOUAR est investie par des étudiants *nationalistes* qui se réclament de l'Islam et de l'arabisme. Armés de pierres et de gourdins, ils entreprennent d'évacuer les étudiants et les enseignants qui se trouvaient à l'université. Les affrontements auraient fait une trentaine de blessés. Par ailleurs, la police a fermé le même jour la faculté centrale d'ALGER et contrôle étroitement ses accès dans le but de briser le mouvement.

*

Quel que soit le résultat immédiat sur lequel débouchera le mouvement actuel, nous pouvons dire sans exagérer qu'il s'agit là d'un tournant dans la vie politique de l'Algérie indépendante. Le déchainement *ouvert* de la répression à *grande échelle* ne pourra à la longue que contribuer à creuser davantage le *fossé de classes* qui a commencé à s'ouvrir ces dernières années avec les luttes ouvrières qui ont surgi en réaction à la crise économique et sociale du capitalisme.